

Fonds de Formation

CCT du 30 septembre 2009 conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique -
Prorogation du "Fonds pour la formation dans l'industrie chimique"

Article 1^{er}. - La CCT du 22 mars 1989, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique (AR 10 janvier 1990, MB 2 février 1990), portant création du Fonds pour la formation dans l'industrie chimique, et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1992 par la CCT du 27 février 1991 (AR 31 mars 1992, MB 23 avril 1992), et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 1993 au 31 décembre 1994 par la CCT du 30 juin 1993 (AR 30 mars 1994, MB 8 juin 1994), et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1996 par la CCT du 15 mai 1995 (AR 8 décembre 1995, MB 9 février 1996) et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 1998 par la CCT du 21 mai 1997 (AR 17 juin 1998, MB 1^{er} août 1998) et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2000 par la CCT du 20 avril 1999 (AR 26 avril 2000, MB 9 novembre 2000) et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002, par la CCT du 13 juin 2001 (AR 12 juin 2002, MB 27 juillet 2002), et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004, par la CCT du 7 mai 2003 (AR 1^{er} octobre 2003, MB 19 novembre 2003), et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2006, par la CCT du 27 juillet 2005 (AR 1^{er} avril 2006, MB 20 septembre 2006) et prolongée pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2008, par la CCT du 27 juin 2007 (AR 19 février 2008, MB 8 avril 2008) est prorogée par la présente CCT pour la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010.

Article 2. - La première phrase de l'article 2 de la CCT du 22 mars 1989 précitée est remplacée par le texte suivant :

"Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de 2 ans, à savoir du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010".

Article 3. - L'article 3 de la même CCT du 22 mars 1989 est remplacé par le texte suivant :
" Art. 3. Conformément au titre XIII, chapitre VIII, sections 1 et 2 de la loi du 27 décembre 2006 (MB 28.12.2006) portant des dispositions diverses.

Ce fonds est géré paritairement et est financé par une cotisation patronale calculée sur les salaires bruts des ouvriers. Les entreprises qui ont pris des initiatives similaires, entérinées dans une CCT déposée au plus tard le 1^{er} octobre 2009 pour l'année 2009 et au plus tard le 1^{er} octobre 2010 pour l'année 2010 au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale, sont dispensées de cette cotisation; les CCT précitées doivent mentionner expressément qu'elles sont conclues en application de la loi susmentionnée du 27 décembre 2006 titre XIII, chapitre VIII, sections 1 et 2 (MB 28/12/2006) portant des dispositions diverses.

Le montant de la cotisation susmentionnée est fixé, conformément à la loi évoquée à l'article 3 de la présente CCT, à :

0,20 p.c. pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010.

Dans les fonds totaux récoltés mentionnés ci-dessus, un montant égal à la cotisation de 0,05% sur les salaires bruts des ouvriers sera intégralement utilisé pour des projets collectifs de formation.

Cette cotisation sera perçue comme suit par l'Office national de sécurité sociale :

- du premier jusques et y compris le quatrième trimestre 2009 : néant
- du premier jusques et y compris le quatrième trimestre 2010 ; 0,40 pc. par trimestre

L'objet du « Fonds pour la formation dans l'industrie chimique » est de promouvoir des activités de formation et d'emploi en faveur des groupes à risques. Par « groupes à risques », il faut entendre : les ouvriers du secteur dont la qualification n'est pas adaptée ou risque de ne plus être adaptée aux exigences des nouvelles technologies, les jeunes et les demandeurs d'emploi ».

Article 4. - L'article 5 de la même CCT du 22 mars 1989 est remplacé par le texte suivant :
"Art. 5. La perception et le recouvrement des cotisations fixées à l'article 3 de la présente CCT sont assurés par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence ».

Article 5. - L'article 12 de la même CCT du 22 mars 1989 est remplacé par le texte suivant :
"Art. 12. Pendant une période limitée, le fonds peut accorder un soutien financier aux entreprises qui embauchent des demandeurs d'emploi."

Article 6. - L'article 13 de la même CCT est complété comme suit\$: « *Durant la première année d'occupation dans le secteur de l'industrie chimique, l'ouvrier aura droit à un jour de formation relative à l'introduction générale/sécurité/prévention/ergonomie. Ce jour pourra, en concertation mutuelle et pour autant que cela ne perturbe pas l'organisation du travail, être divisé en heures. En outre, une attention particulière continuera, dans le cadre des activités du Fonds de formation, à être apportée à la formation en matière d'introduction générale, de prévention, de sécurité et d'ergonomie, en particulier pour les ouvriers nouvellement embauchés.*

Les partenaires sociaux de l'industrie chimique confirment que l'introduction de ces mesures donne une suite favorable à l'appel de l'Accord interprofessionnel 2007-2008 d'accroître les efforts de formation.

Article 7. - L'article 15 de la même CCT du 22 mars 1989 est remplacé par le texte suivant :
"Art. 15. Une entreprise ne peut jamais obtenir du fonds un montant supérieur à celui qu'elle a versé, pour ses ouvriers, à partir du 1er janvier 2007 au titre de la cotisation de 0,10 p.a, et à partir du 1^{er} janvier 2008 au titre de la cotisation de 0,15 p.c.

S'il s'agit d'un groupe d'entreprises agissant en commun, le montant à recevoir du fonds ne peut jamais dépasser la somme des cotisations versées pour les ouvriers par l'ensemble de ces entreprises, à partir du 1er janvier 2007, au titre de la cotisation de 0,10 p.c. et au titre de la cotisation de 0,15 p.c. depuis le 1^{er} janvier 2008, sauf exceptions approuvées par le comité de gestion.

Par exception à ce qui est défini dans les alinéas précédents, le comité de gestion du fonds peut décider pour la durée de la présente convention collective de travail s'il prévoit un remboursement qui dépasse le montant défini dans l'alinéa précédent et qui est en tout cas plafonné à 750 € par an et par entreprise. »

Article 8. - La présente CCT est conclue pour une durée déterminée. Elle produit ses effets le 1^{er} janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2010.

La présente CCT sera déposée au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale et la force obligatoire par Arrêté Royal est demandée.

Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 september 2009

Voortzetting van het "Fonds voor vorming in de scheikundige nijverheid"

Artikel 1. - De collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1989, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid (kb 10 januari 1990, BS 2 februari 1990), houdende de oprichting van het Fonds voor vorming in de scheikundige nijverheid, en verlengd voor de période van 1 januari 1991 tót 31 december 1992 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 februari 1991 (kb 31 maart 1992; BS 23 april 1992), en verlengd voor de période van 1 januari 1993 tót 31 december 1994 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1993 (kb 30 maart 1994, BS 8 juni 1994), en verlengd voor de période van 1 januari 1995 tót 31 december 1996 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1995 (kb 8 december 1995, BS 9 februari 1996) en verlengd voor de période van 1 januari 1997 tót 31 december 1998 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 1997 (kb 17 juni 1998, BS 1 augustus 1998) en verlengd, voor de période van 1 januari 1999 tót 31 december 2000 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 1999 (kb 26 april 2000, BS 9 november 2000) en verlengd voor de période van 1 januari 2001 tót en met 31 december 2002, door de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2001 (kb 12 juni 2002, BS 27 juli 2002), en verlengd voor de période van 1 januari 2003 tót en met 31 december 2004, door de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 2003 (kb 1 oktober 2003, BS 19 november 2003) en verlengd voor de période van 1 januari 2005 tót en met 31 december 2006, door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juli 2005 (kb 1 april 2006, BS 20 september 2006), en verlengd voor de période van 1 januari 2007 tót 31 december 2008 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2007 (KB 19 februari 2008, BS 8 april 2008) wordt door deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd voor de période van 1 januari 2009 tót en met 31 december 2010.

Art. 2. - De eerste zin van artikel 2 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1989 wordt door de volgende tekst vervangen:

"Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor de duur van twee jaar, te weten van 1 januari 2009 tót en met 31 december 2010".

Art. 3. - Artikel 3 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1989 wordt door de volgende tekst vervangen:

" Art. 3. Overeenkomstig Titel XIII, hoofdstuk Vin, afdelingen 1 en 2 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen, (BS 28.12.2006).

Dit fonds wordt paritair beheerd en gefinancierd door een werkgeversbijdrage berekend op de brutolonen van de arbeiders. De bedrijven die zelf een gelijkaardige inspanning concretiseren in een collectieve arbeidsovereenkomst die tegen uiterlijk 1 oktober 2009 voor het jaar 2009 en tegen uiterlijk 1 oktober 2010 voor het jaar 2010 neergelegd wordt op de Griffie van de Algemene Directie de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, zijn van deze bijdrage vrijgesteld; de voormelde collectieve arbeidsovereenkomsten moeten uitdrukkelijk vermelden dat ze gesloten werden in toepassing van de bovenvermelde wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen, Titel Xm, hoofdstuk VHI, afdelingen 1 en 2 (BS 28.12.2006).

Het bedrag van bovenvermelde bijdrage wordt, overeenkomstig de in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde wet, vastgesteld op:

0,20 pet. voor de période die zich van 1 januari 2009 tót en met 31 december 2010 strekt.

Van de hierboven vermelde totaal gestorte middelen zal een bedrag gelijk aan de bijdrage van 0,05 pet. op de brutolonen van de arbeiders integraal gebruikt worden voor collectieve opleidingsprojecten.

Deze bijdrage zal als volgt door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid worden geïnd:

- voor het eerste tót en met het vierde kwartaal 2009: nihil
- voor het eerste tót en met het vierde kwartaal 2010: 0,40 pet. per kwartaal

Het doel van het "Fonds voor vorming in de scheikundige nijverheid" bestaat erin om opleidings- en

tewerkstellingsinitiatieven te bevorderen ten voordele van de risicogroepen. Onder risicogroepen dient men te verstaan: de werklieden van de bedrijfstak waarvan de kwalificatie niet aangepast is of dreigt te zijn aan de vereisten van nieuwe technologieën, de jongeren en de werkzoekenden."

Art 4. - Artikel 5 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1989 wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 5. De heffing en de inning van de bijdragen vastgesteld in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden verzekerd door de Rijksdienst voor sociale zekerheid in toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid".

Art 5. - Artikel 12 van deze collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1989 wordt vervangen door volgende tekst:

"Art. 12. Gedurende een beperkte période kan het fonds financiële steun verlenen aan bedrijven die overgaan tót de aanwerving van werkzoekenden."

Art 6. - Artikel 13 van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt als volgt aangevuld: "Tijdens het eerste jaar tewerkstelling van een arbeider in de scheikundige nijverheid wordt een recht op één dag opleiding m.b.t. algemene introductie/veiligheid/preventie/ergonomie ingevoerd. Die dag kan, in onderling overleg en voor zover dit de arbeidsorganisatie niet verstoort, eventueel opgesplitst worden in uren. Er wordt, in het kader van de werkzaamheden van het Fonds voor vorming, bijzondere aandacht geschonken aan opleiding inzake algemene introductie/preventie, veiligheid en ergonomie, inzonderheid voor de nieuw aangeworven arbeiders.

De sociale partners van de scheikundige nijverheid bevestigen dat ze met het invoeren van deze maatregelen gunstig gevolg geven aan de oproep uit het Interprofessioneel Akkoord 2007-2008 om de vormingsinspanningen te verhogen."

Art 7. - Artikel 15 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1989 wordt vervangen door volgende tekst:

"Art. 15. Een onderneming kan van het fonds nooit een bedrag verkrijgen dat hoger is dan het bedrag dat zij voor haar werklieden gestort heeft sedert 1 januari 2007 uit hoofde van de bijdrage van 0,10 pet., en sedert 1 januari 2008 uit hoofde van een bijdrage van 0,15 pet..

Indien het gaat om een groep van ondernemingen die gezamenlijk handelen, mag het van het fonds te verkrijgen maximum bedrag, nooit hoger zijn dan de som van de bijdragen die gestort werden sedert 1 januari 2007 uit hoofde van de bijdrage van 0,10 pet., en sedert 1 januari 2008 uit hoofde van een bijdrage van 0,15 pet., behoudens uitzonderingen goedgekeurd door het beheerscomité.

Als uitzondering op hetgeen bepaald is in de vorige alinea's, kan het beheerscomité van het fonds voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst beslissen of het een terugbetaling voorziet die het bedrag zoals bepaald in vorige alinea overschrijdt, maar die in ieder geval geplafonneerd is tót 750 EUR jaarlijks per onderneming.

Art 8. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2010.